

La France au bord de la récession : que faire pour éviter le chaos ?

Déjà fortement affaiblie depuis la fin du troisième trimestre, l'économie française est désormais menacée par la récession. En effet, les blocages, les dégradations et le climat anxiogène suscités par l'exacerbation du mouvement des « gilets jaunes » a fini de casser une activité économique déjà moribonde. Et ce, en pleine période des fêtes de fin d'année, qui, pour beaucoup de commerçants et d'entreprises, représente près 30 % de leur chiffre d'affaires annuel.

L'image de la France sur la scène internationale a été particulièrement dégradée, ce qui pèsera inévitablement sur les activités touristiques, mais aussi sur les investissements financiers et productifs, qui sont fortement pourvoyeurs d'emplois.

Enfin, alors que Mme Merkel et l'Allemagne sont politiquement affaiblies, les déboires de la France et de M. Macron vont forcément jouer négativement sur la crédibilité et la stabilité de la zone euro, qui est déjà mal menée par les décisions et le bras de fer engagé par le gouvernement italien. Ce qui risque d'installer une nouvelle crise de l'UEM, qui entraînera une hausse des taux d'intérêt obligataires et réduira encore le peu d'activité qui nous reste.

Il faut donc être clair : toutes ces évolutions portent en elles le germe d'une dangereuse récession, qui se traduira forcément par moins d'emplois, donc plus de chômage et moins de revenus, notamment pour les personnes les moins favorisés, et par conséquent pour la grande majorité des « gilets jaunes ».

Cette dégradation économique est d'ailleurs déjà observable en Italie où, à cause des mesures du gouvernement populiste et de la hausse des taux longs qu'elles ont suscitée, la récession a commencé dès le troisième trimestre 2018. Autrement dit, ce sont les électeurs des partis extrémistes italiens qui seront les premiers à payer la facture.

Il en sera évidemment de même des populistes français. Bien entendu, M. Macron et son gouvernement ont fait de lourdes erreurs, telles que la hausse de la CSG et l'instauration d'une nouvelle taxe sur l'essence, alors que le niveau des prélèvements obligatoires est déjà sur un sommet historique et place la France au premier rang mondial de la pression fiscale rapportée à la richesse.

J'ai eu beau le répéter encore et encore depuis des années : la coupe fiscale est pleine, trop d'impôt tue l'impôt, on ne tond pas un oeuf Mais les différents gouvernements français n'ont rien voulu entendre depuis plus de quinze ans. Ils n'ont donc cessé d'augmenter la pression fiscale, finissant par asphyxier le pays et appauvrir sa classe moyenne.

A présent que le mal est fait et que la France apparaît au bord du gouffre économique, social et sociétal, il faut agir vite.

Selon moi, il n'y a que trois solutions possibles, à mettre en place simultanément et très rapidement.

La première réside dans une baisse massive des impôts pour tous, qui passera par un « grand soir » fiscal. Il faut à la fois réduire l'impôt sur les sociétés et abaisser le taux de CSG, qui atteint depuis

2018 le niveau stratosphérique de 17,2%. Rappelons qu'à sa création par Michel Rocard en 1991, la CSG devait être un impôt temporaire qui ne dépasserait pas 1 %

Abaisser la CSG reviendra à donner à tous les Français un peu de pouvoir d'achat, et ce de façon immédiate et visible. Ce qui permettra de calmer les velléités destructrices et de redonner confiance.

De plus, il faudra également annuler la nouvelle taxe sur l'essence, qui ne servira de toutes façons à rien, si ce n'est à mettre le feu au pays. Ce qu'elle a déjà commencé à faire

Parallèlement, et pour éviter d'aggraver les déficits publics, il sera également indispensable de réduire les dépenses publiques de fonctionnement et d'engager une lutte active contre les gaspillages. Il n'y a qu'à lire les derniers rapports de la Cour des comptes pour comprendre l'étendue des économies faciles à réaliser.

Enfin, troisième mesure tout aussi indispensable que les deux premières : développer la culture économique des Français. Il faut effectivement sortir de la culture de « lutte des classes » qui fait tant de mal à notre « douce France ». Cela permettra notamment de faire comprendre aux jeunes et aux moins jeunes que si le système capitaliste n'est évidemment pas parfait, il est le seul capable de fonctionner, comme l'ont montré les échecs cuisants des autres expériences. Dès lors, ce n'est pas en le détruisant que l'on créera un monde meilleur, mais en améliorant son fonctionnement.

Pour ce faire, il serait par exemple illustratif de faire comprendre à nos concitoyens que si la France plonge dans le chaos économique et/ou quitte la zone euro, la récession s'imposera durablement et le chômage flambera. Ce qui aggravera encore la situation de la classe moyenne et a fortiori des plus défavorisés.

Est-ce là l'héritage que nous voulons laisser à nos enfants ?

Si nous voulons sortir par le haut de la crise actuelle et éviter que la France sombre dans une révolution sociale, nous savons donc ce qui nous reste à faire. Mais si nous continuons de refuser de voir la réalité en face et que nous maintenons notre comportement dogmatique, alors la haine et la lutte des classes s'imposeront de plus en plus, ce qui finira par plonger la France dans un marasme sans nom.

Et inutile évidemment de souligner que si la « bulle » sociale française explose, toutes les autres bulles (boursières, obligataires, immobilière) exploseront « en même temps ».

Article écrit par Marc Touati ici